

Communiqué de presse de l'Alliance climatique

Les banques centrales de Chine, du Brésil et en Europe incorporent les risques climatiques - la BNS reste laxiste

Genève, 31 mars 2021 - La Banque nationale suisse (BNS) prend du retard par rapport aux autres banques centrales en ce qui concerne la protection de la Suisse face aux risques systémiques liés au climat ainsi que par rapport à la réorientation des flux financiers conformément à l'Accord de Paris sur le climat. La Banque centrale européenne (BCE) et les autorités compétentes du Brésil, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne ainsi que de l'Italie se dédient déjà aux tests de résistance climatique, sur la divulgation des données financières ou encore sur la promotion des prêts pour les investissements verts. C'est ce qui ressort d'un nouveau classement par pays.

La [nouvelle étude "the Green Central Banking Scorecard"](#) de l'organisation non gouvernementale Positive Money démontre les performances des banques centrales du G20 et de la BNS en matière de protection du climat. Elle fait suite à la publication de la semaine dernière, intitulée ["Adapting central bank operations to a hotter world"](#) issue par le Network for Greening the Financial System, qui conclut également que les banques centrales doivent faire davantage pour lutter contre le réchauffement climatique.

La Suisse, avec les activités de la BNS et de la FINMA, a obtenu un score global de 24 points sur 130 lors de la notation, ce qui lui octroie la dernière place parmi ses voisins européens. Il est important de souligner que la majeure partie des points marqués par la BNS émanent de sa décision, en décembre dernier, d'exclure de son portfolio toutes les entreprises avec comme activité principale l'extraction du charbon. Cette sortie du charbon par la BNS est essentiellement symbolique: elle ne s'applique qu'à un volume très limité d'actifs, et est bien en dessous des normes habituelles en matière de financement durable pour les investisseurs institutionnels. "Compte tenu de son poids en tant que huitième investisseur institutionnel mondial, la BNS a une grande responsabilité de donner suite à d'autres mesures après ce premier pas minimal", commente Christian Lüthi, directeur de l'Alliance climatique. "Après tout, avec ses réserves en devises étrangères d'une valeur de 1000 milliards de francs, elle continue d'investir dans des centrales à charbon, des entreprises pétrolières et gazières et contribue ainsi activement à financer le réchauffement de la planète."

David Barmes, économiste chez Positive Money et l'auteur principal de l'étude, déclare : "Le crash de 2008 a montré que les marchés financiers ne peuvent pas s'autoréguler face à un risque systémique. Mais face à l'échec de surmonter la crise climatique, nous répétons ces mêmes erreurs à une échelle encore plus grande."

Étant donné que la Suisse s'est engagée à aligner ses flux financiers sur les objectifs climatiques en signant l'Accord de Paris sur le climat, la BNS doit dès lors, elle aussi, être à la hauteur de son rôle systémique, montrer l'exemple en décarbonisant ses flux financiers.

Contact pour plus d'informations:

Christian Lüthi, Directeur de l'Alliance climatique, 076 580 44 99
christian.luethi@klima-allianz.ch

Informations générales:

Étude [Green Central Banking Scorecard](#) (31.März 2021):

Le rapport a été produit par l'organisation non gouvernementale Positive Money et est soutenu par 24 groupes de réflexion et organisations non gouvernementales, dont Pain pour le prochain, Campax, Collectif Breakfree, Coordination Climat Justice Sociale, Greenpeace Suisse et Alliance climatique suisse.

Le rapport sera présenté lors d'un événement en ligne le 31 mars à 14h30 CET avec les contributions de Danae Kyriakopoulou, économiste en chef et directrice de recherche du forum Official Monetary and Financial Institutions (OMFIF), Yao Wang, directeur général du International Institute of Green Finance, et Lucie Pinson, directrice de Reclaim Finance. Inscription :
<https://www.eventbrite.co.uk/e/central-banks-leaders-or-laggards-in-the-climate-challenge-tickets-146926684669>

Évaluation de la BNS et de la Finma (encadré 3, page 32) :

"Bien que la Suisse ne soit pas un pays du G20 et ne soit donc pas directement incluse dans le tableau de bord, la BNS revêt une importance systémique pour le système financier mondial en raison de la taille de ses portefeuilles. Les politiques vertes mises en œuvre par la BNS pourraient donc avoir un impact global relativement élevé. Pour cette raison, l'annexe du rapport évalue les politiques de la BNS et de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) en plus des autorités monétaires et de surveillance du G20." (...) "La Suisse se classerait au huitième rang (...)"

L'année dernière, Greenpeace a déposé une [plainte parlementaire](#) de surveillance soulignant que la BNS et la FINMA ne respectaient pas leur obligation légale de protéger la population des conséquences de la crise climatique. La plainte est en cours devant la commission de gestion des chambres parlementaires.

[La FINMA s'intéresse aux risques climatiques dans le secteur financier](#) (FINMA, 26.06.2020)

Annnonce de la BNS concernant la sortie des mines de charbon lors de la [conférence de presse sur l'évaluation de la politique monétaire](#) (17.12.2020).

Évaluation de la démarche de la BNS pour sortir des mines de charbon par l'Alliance climatique : [Sortie de la BNS des mines de charbon : cette première étape minimale doit être suivie d'une intégration climatique complète](#) (17.12.2020).